

AFFAIRE DE PASSATION DE MARCHÉ ILLICITE ET DE CORRUPTION À ROUIBA

Pourquoi la tutelle n'est-elle pas intervenue en temps utile ?

Dans le dossier de corruption qui a mis en émoi la population de la ville de Rouiba et qui a fini par la mise en détention préventive d'une dizaine de personnes, notamment l'ex-P/APC, le vice-président, des élus du RND, FLN et FNA, ainsi que des responsables des services techniques aussi bien de la daïra que de la commune, n'en finit pas de laisser bon nombre de questions dans son sillage.

L'opinion publique de la commune la plus riche du centre du pays est en ébullition ces derniers jours, épiait la moindre information sur les suites et la tournure que va prendre cette affaire. En effet, les citoyens s'interrogent, comment une telle énormité a pu échapper à la vigilance de la tutelle qui est censée contrôler consciencieusement ce genre d'opération ? Au vu des infractions constatées par les enquêteurs et la justice, la tutelle n'aurait-elle pas pu déceler une ou plusieurs infractions par rapport aux articles 85 et 117 du code communal pour rejeter la délibération s'y référant à ce fameux marché comme le lui permet l'article 41 du même

code ? Effectivement, la passation d'une commande de cet ordre par la commune est théoriquement finalisée par une délibération (article 85) laquelle devait être avalisée, selon le code communal (art. 41), par le wali d'Alger.

Par ailleurs, la tutelle n'était pas sans ignorer que l'entrepreneur impliqué dans cette affaire avait, selon nos sources, le monopole sur les travaux électriques dans cette municipalité et cela durait depuis près d'une décennie. Incontestablement, elle savait en outre que l'ex-P/APC avait lui aussi son entreprise de fournitures et de travaux électriques.

Pour rappel, dix personnes ont été écrouées et d'autres

risquent de les rejoindre à cause d'un marché d'une valeur de 4,3 milliards de centimes passé, estime la justice, en violation du code des marchés publics et, plus grave encore, de ce marché avait découlé des actes de corruption.

Les citoyens sont d'autant

plus suspicieux que c'est le responsable de la commission d'ouverture des plis, et élu sur la liste du FNA, qui avait, en 2006, dénoncé cette violation de la loi. Comme il est le cousin de l'ex-P/APC, élu quant à lui en 2002 sur la liste des indépendants, après plusieurs mandats sous l'étiquette du FLN, et comme précisément ce président de la commission a lui aussi été arrêté et placé sous mandat de dépôt, l'on chuchote en ville que ce sont les divergences sur le partage du pactole qui ont provoqué cette situation.

En tout état de cause, d'autres arrestations sont attendues dans les prochains

jours. En effet, selon une source sûre, l'entrepreneur en question, D. Yacine, un ancien vice-président, O. Abdelkader, élu en 2002 sur la liste du FLN, un responsable de la subdivision des travaux publics, A. Omar, et l'ex-receveur de la recette communale, ont été convoqués pour le 16 courant par le juge d'instruction. Mais pour l'heure, ils n'ont pas daigné se présenter devant lui.

Par ailleurs, selon une source sûre, les policiers de la ville de Rouiba ont de leur côté demandé à consulter des dossiers relatifs à d'autres marchés de travaux lancés par la commune de Rouiba. Cependant, le scepticisme persiste chez certains citoyens de la ville qui craignent que ces arrestations ne soient qu'une campagne de conjoncture et que les véritables parrains et autres prédateurs ne seront pas inquiétés.

Abachi L.

BATNA

Menace sur l'aviculture en Algérie

L'Algérie était un pays importateur d'œufs de consommation et de viande blanche durant les années 1980. Le développement réel de la production locale a débuté en 1982, juste après la restructuration de l'entreprise mère, à l'époque l'Office national des aliments du bétail (Onab). Le secteur avicole, qui était une filière de cette dernière, a été structuré en trois offices régionaux (Orac pour le Centre, Oravio pour l'Ouest et Oravie pour l'Est) chargés du développement de l'aviculture en Algérie.

Et comme en Algérie et à cette période, on ne lésinait pas sur les moyens, des bâtiments modernes avec équipements sophistiqués ont été installés. Fort de ces moyens, le secteur public a commencé à mettre à la disposition des éleveurs privés les moyens de production, pour ne pas dire les produits avicoles de base, poussins de chair pour la production de viande blanche, œufs à couver pour la production de poussins de chair, poulettes démarrées pour la production d'œufs de consommation. Concernant l'aliment, pour ne pas dire tous types d'aliments, ils étaient fournis en exclusivité par les Unité d'aliments de bétail (UAB) dépendant de l'entreprise mère, l'Onab. Le secteur privé s'est vite développé grâce à l'aide de l'Etat qui a dérogé un crédit pour la construction de bâtiments et leurs équipements en batteries. Les petits fellahs ont eu droit à des hangars de 2 400 sujets, les moyens à 4 800 sujets et les grands éleveurs à 10 240 sujets. Même plus, ces bâtiments et équipements étaient assurés par un crédit à moyen et long terme, alors que la poulette démarrée et l'aliment étaient financés par un crédit de campagne. Tous ces avantages ont permis un développement rapide de la production nationale malgré la rude concurrence de l'importation à l'époque. L'importation de l'œuf de consommation était de l'ordre de 3 milliards d'œufs par an en moyenne (période de 1980 à 1991).

En 1989, des performances ont été atteintes en consommation d'œufs : 125 unités par an et par habitant et 12 kg de viande blanche par an et par habitant. En 1992, l'importation de l'œuf de consommation s'est arrêtée totalement. En 1993, la production nationale couvrait largement les besoins du pays. Que s'est-il passé depuis ? En 1996, l'introduction de la TVA a quelque part provoqué des remous, entre 2001 et 2004, commence la perturbation du marché, et en 2007, la

hausse des prix de l'aliment provoque la panique. Boukhalfa Laâla, l'un des plus anciens hauts cadres du secteur ayant débuté avec la restructuration du secteur en 1982, plus d'un quart de siècle de service, expose pour nous la problématique.

Il ne s'agit pas, dit-il, d'un problème de hausse du prix de l'aliment, aujourd'hui la menace vient de la désorganisation totale du secteur du fait du manque d'interlocuteurs pouvant représenter et défendre les intérêts des aviculteurs. Comme la gestion des reproducteurs dépend à 100% de l'importation, la régularisation se fait au sommet. Il s'agit là de poussins reproducteurs de chair dans la finalité est la production de viande blanche et les poussins reproducteurs ponte, par la production d'œufs de consommation, M. Boukhalfa s'explique : « Si nous tenons compte des normes de consommation estimées au niveau du marché national de 9 à 10 kg de viande blanche par habitant, l'importation se situe entre 2,5 à 3 millions de reproducteurs chair. En réalité, on ne se conforme pas à ce chiffre.

Pis encore, parfois on se retrouve avec le double des besoins — cette inondation du marché met en danger le producteur qui, menacé de faillite, cède sa production au prix nettement inférieur au coût de production — beaucoup parmi les aviculteurs abandonnent l'activité, ce qui entraîne l'indisponibilité du produit sur le marché et la hausse automatique des prix à la consommation. C'est le cas de la situation actuelle où le prix du poulet vif est passé de 90 DA à 190 DA le kilogramme. » « Il est de même, souligne-t-il, de la filière ponte dont l'objet est la production d'œufs de consommation. La satisfaction des besoins du marché national nécessite 300 000 reproducteurs, soit une production de 3,5 à 4 milliards d'œufs. Actuellement l'importation de poussins reproducteurs ponte est de l'ordre de 700 000 sujets, le double des besoins, provoquant une production double, 8 milliards d'œufs de consommation. Le producteur avec cette inondation du marché est obligé de céder la plaque de 30 œufs entre 120 et 130 DA alors que le coût de production est de l'ordre de 150 DA la plaque. » « Dans une filière où dans l'autre, la désorganisation du marché où le principe de l'offre et de la demande n'est pas respecté cause la perte pour ne pas dire la faillite à bon nombre d'éleveurs, en plus des ennuis à la ménagère. »

Pour Boukhalfa Laâla, le seul moyen

pour l'organisation du secteur avicole réside dans le respect des importations jusqu'à concurrence des besoins du matériel local. C'est une organisation à mettre en place en urgence pour résoudre le problème de fluctuation des prix. Cette organisation seule permettra de régler cette anarchie à plus de 60%. Aussi cette régulation est à notre portée, à défaut, il faut s'inspirer des modèles existants soit le GIPA en Tunisie ou la Caisse de compensation au Canada, gérant les excédents ou le déficit de production. « Après la mise en place, dit-il, d'une politique organisationnelle, il faut revoir la politique de fiscalité. Est-il normal, poursuit-il, que la viande blanche source de protéines des citoyens soit taxée à 17% au même titre que les produits de luxe tels que le kiwi ou l'or ? N'est-il pas temps de la supprimer totalement ou au pire la réduire à 7% comme les autres produits alimentaires ? » Quand est-il de cette hausse du prix de l'aliment ? « L'aliment est fabriqué à partir du maïs et du soja. Avec l'augmentation du prix de pétrole, le soja et le maïs augmentent puisqu'ils sont demandés encore plus pour la fabrication de biocarburant », conclut Boukhalfa Laâla. Si nous réglons les problèmes d'organisation et de fiscalité, nous pourrions surmonter l'augmentation du prix de l'aliment tout en investissant dans la production du maïs et du soja localement.

Eh oui, compte tenu de l'immensité du territoire national et surtout des disponibilités en eau, 8 milliards de mètres cubes au niveau des barrages en plus de la réserve souterraine du Sahara, 40 milliards de mètres cubes, pourquoi ne pas encourager les investisseurs nationaux et internationaux pour la production de maïs et de soja ?

Actuellement, ces produits sont importés à 100% et le coût de transport par bateau équivalait à leur valeur d'achat. Pour conclure, M. Boukhalfa dira que les moyens de production dont dispose le pays permettent aisément d'atteindre les normes de l'OMS en matière de consommation de viande blanche (20 kg/an/habitant), le seul frein reste le coût de production très élevé. Alors il est temps de se réorganiser et d'investir dans la production du maïs et du soja pour réduire le coût de production afin de s'aligner sur celui des grands producteurs du monde en la matière soit 1,2 dollar le kilogramme de viande blanche à la consommation.

H. M.

PREMIER SALON AUTOMOBILE DE BÉCHAR

Un rendez-vous à ne pas rater

Un salon de l'automobile est toujours un rendez-vous qui intéresse le grand public. A Béchar, c'est un événement assez exceptionnel puisqu'il s'agit d'un rendez-vous inédit. Jusque-là, le Béchari se déplaçait jusqu'aux grandes villes seul ou en famille pour concrétiser son rêve, celui d'acquiescer un véhicule. « Avec ce salon, qui aura lieu du 21 avril au 1^{er} mai prochains, la donne change », dira un citoyen de Béchar. « Il existe à Béchar des représentations des différentes marques mais ce n'est pas la même chose ; dans un salon, en plus des véhicules, il y a la concurrence, l'information et le test de la fidélisation de la clientèle. On aura pour la première fois l'embarras du choix avec l'exposition de plusieurs types de véhicules.

Nous aurons tout le temps d'interroger le concessionnaire sur place tant sur la qualité, le coût, la disponibilité et la garantie. Nous ne voulons pas faire face à un manque de pièce de rechange ou à des pièces contrefaites. C'est à nous de mettre à rude épreuve les revendeurs et concessionnaires automobiles. Il suffit de passer d'un stand à l'autre pour confirmer notre choix », dit-il.

Le directeur général de RH. International Communication, organisateur du salon, qui confirme la participation de plusieurs concessionnaires, évoque la visite de représentants de sociétés étrangères qui saisiront cette occasion pour prospecter le marché et développer sur le terrain des contacts qui favoriseront dans le temps des échanges de partenariat dans tous les domaines, notamment dans le secteur du tourisme.

« Ce sera certes une première mais la prise en charge de l'information par les Bécharis démontre si besoin est tout l'intérêt que suscite cette édition auprès des professionnels et du grand public.

En marge de cette exposition, une journée professionnelle aura lieu le 27 avril, où seront débattus plusieurs thèmes, notamment « La contrefaçon », « Les accidents de la circulation », « La préservation de l'environnement » et « La qualité des circuits pour auto-écoles ». Les autorités locales voient déjà en cette manifestation un espace qui comptera dans le calendrier du programme des manifestations économiques de la wilaya.

A ce titre, RH. programme deux rendez-vous annuels, le premier pour l'automobile, le second pour les collectivités locales, à savoir l'utilitaire : « Plus qu'un rendez-vous de véhicules, une image touristique également ».

R. C.

BÉJAÏA

Imagination Compagny organise le II^e Salon économique national

A l'initiative de la société Imagination Compagny, la capitale des Hamadites abritera, du 13 au 19 avril prochain, le II^e Salon économique national à la surface du Grand-Lac d'Ighaddadène.

Placé sous le signe de « Rendez-vous de professionnels et des technologies nouvelles », la deuxième édition du Salon économique national de Béjaïa se propose, selon ses organisateurs, d'être le carrefour des industriels, des promoteurs, des artisans, des commerçants et des particuliers de divers domaines. Plusieurs grandes marques de l'électronique, de l'électro-domestique et des représentants de firmes de la téléphonie mobile, en passant par les professionnels de l'agroalimentaire nationaux sont attendus à la manifestation économique de Béjaïa.

Outre la participation fort probable de la société Enie de Sidi-Bel-Abbès, les initiateurs du salon annoncent la présence de Cristor, Abadou, Samsung, Samha, Condor, Lotus Sat, Cof Télécem. Le rendez-vous économique national qui suscitera à coup sûr un réel dynamisme pour toute la région se veut aussi une opportunité de rapprocher le fournisseur du consommateur.

Pour les organisateurs qui ambitionnent de drainer quelque 20 000 visiteurs, cette deuxième édition du Salon économique national constituera aussi un espace de communication directe entre les professionnels et les consommateurs pour s'informer de l'évolution du marché.

Par ailleurs, une brochure des travaux du salon sera confectionnée par les initiateurs de la manifestation économique et sera disponible sur le marché durant le mois de Ramadhan prochain.

A. K.